

## L'Afrique noire toujours mal partie ?

<https://youtu.be/zvo1pgMGRqE>

### Intervenants :

- Bruno Leclerc (PG 76), directeur régional, Agence française de développement (AFD),
- Emile Frison : agronome diplômé de Gembloux et de Louvain, membre de la plateforme internationale IPES-Food,
- Frannie Léautier, dirigeante du fonds d'investissement [Southbridge](#), ancienne vice-présidente de la Banque africaine de développement,
- Annie Adiogo, diplômée AgroParisTech lanceuse d'une start-up agroalimentaire à Douala (Cameroun).

### Interviews enregistrés :

- Fatoumata Sirebara, cheffe d'entreprise, responsable d'associations, formatrice malienne,
- Joëlle Abega Oyouomi, directrice de l'usine Nestlé de Yopougon (Côte d'Ivoire),
- Fatoumata Bah, entrepreneuse agro-alimentaire à Kindia (Guinée),
- Christine N'jole, productrice de poivre à Penja (Cameroun).

Journaliste modératrice : Emilie Villeneuve

L'Afrique noire toujours mal partie ? Les intervenantes africaines répondent en substance par l'affirmative.

- [Fatoumata Sirebara](#), soulignant les atouts immenses de l'Afrique et l'importance de l'agriculture, reproche aux Etats africains notamment de se désintéresser de la formation agricole et de la jeunesse.
- Frannie Léautier, malgré quelques tendances encourageantes en Afrique avant la pandémie, observe les importations alimentaires persistantes et la stagnation de la productivité agricole.
- Annie Adiogo constate que les produits alimentaires africains, souvent de bonne qualité, se vendent mal parce qu'ils sont mal présentés. A Douala, son projet vise à remédier à cette situation.
- Christine N'jole, productrice de poivre ([interview](#)), estime que l'Etat néglige les filières agro-alimentaires locales, gisement d'emploi inexploité pour la jeunesse.
- En Guinée (Kindia), Fatoumata Bah ([interview](#)) s'efforce de développer un commerce de fruits séchés et regrette le désintérêt de l'Etat pour le développement du marché intérieur.

Avec le recul du temps, Bruno Leclerc et Emile Frison estiment que la vision de René Dumont s'avère juste sur beaucoup d'aspects, notamment l'agriculture familiale, les cultures vivrières, les questions foncières agricoles, ainsi que la démographie.

- Cependant, pour Emile Frison, les effets négatifs de la « révolution verte » étaient notoirement absents de « *L'Afrique noire est mal partie* ».
- Par ailleurs, en 1962, Dumont ne pouvait pas anticiper les conséquences du changement climatique ni la révolution numérique.
- Concernant celle-ci, Frannie Léautier observe ses progrès en Afrique, notamment dans le financement des microprojets et le commerce en ligne (ouvrant des possibilités de marchés internationaux par exemple pour des produits africains sans gluten ou sans lactose).

En réponse à une question, Frannie Léautier souligne la nécessité de valoriser la culture locale, selon l'exemple entrepreneurial d'Annie Adiogo ou à l'instar des initiatives de [Ngozi Okonjo-Iweala](#) à la tête du ministère des finances du Nigéria, sur les filières de cotonnades et de farine de manioc. La pandémie pourrait avoir l'effet heureux d'encourager la consommation de produits locaux. Emile Frison rappelle quant à lui que les incitations à la production, notamment dans les cultures vivrières, relèvent des politiques publiques.

Se tournant vers l'avenir, la modératrice a d'abord fait référence aux [propos de Joëlle Abega Oyouomi](#) (interview) expliquant pourquoi les grandes entreprises comme Nestlé recherchent en Afrique l'enracinement dans la culture et les circuits économiques locaux.

- Pour Frannie Léautier, invoquant l'expérience de son père agriculteur tanzanien, les infrastructures (transport, stockage ...) constituent un goulet d'étranglement majeur pour les filières agro-alimentaires africaines (attirant accessoirement l'aide chinoise), d'autant que l'Afrique doit développer ses échanges intra-continentaux. Concernant la place des femmes dans la direction des grandes entreprises, même si l'[institut McKinsey](#) classe l'Afrique en tête des continents, beaucoup reste à faire sur le terrain, notamment auprès des petites entreprises et des paysannes (cf. question/réponse plus loin).
- Annie Adiogo estime que les politiques publiques africaines devaient être mieux connectées à la réalité du terrain pour évaluer et, le cas échéant, ajuster les effets.
- Emile Frison rappelle que le GIEC (Groupe International d'Experts sur le Climat) appelle à une transformation radicale des modèles agricoles trop industriels, axés sur les monocultures et dépendants de la chimie. L'Afrique, si elle répondait à cet appel et surmontait les oppositions corporatistes, pourrait devenir un moteur mondial de l'agro-écologie. En Afrique aussi, et singulièrement en Afrique de l'Ouest, le risque climatique appelle une agriculture plus diversifiée, des sols restaurés et des régimes alimentaires privilégiant les denrées locales.
- En fin de tour, Bruno Leclerc s'est attardé sur les enjeux territoriaux du développement durable : relation villes/campagnes, protection de la biodiversité ... Par ailleurs, la récente réunion internationale des banques publiques de développement à Paris faisait rappeler l'urgence de réorienter les investissements dans la direction de la transition.

Quelques thèmes abordés dans l'échange final questions/réponses :

- En matière de formation, Bruno Leclerc a mentionné l'appui de l'AFD au réseau [RIFAR](#) tandis qu'Emile Frison, faisant écho à la remarque générale d'Annie Adiogo, s'est préoccupé d'allier formation des paysans et du personnel de terrain, notamment de la recherche agronomique, dans une démarche participative de « co-innovation », essentielle à la recherche.
- Sur la gouvernance, Bruno Leclerc a décrit la démarche de « dialogue sur les politiques publiques » de l'AFD, destinée à renforcer la confiance entre parties prenantes. Emile Frison estime que les niveaux décentralisés mériteraient plus d'attention.
- Sur l'assurance contre le risque climatique, Frannie Léautier a évoqué l'[African Risk Capacity](#) qui intervient au niveau des gouvernements (Sénégal cité), conduisant Emile Frison à mettre en garde contre la tendance générale de l'assurance contre le risque climatique à encourager les monocultures.